FS-R SSA

Formation Spécialisée du Comité Social d'Administration de Réseau
du Service de Santé des Armées

23 novembre 2026

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

C'est la dernière Formation Spécialisée de Réseau de cette mandature.

FO Défense ne lira donc pas aujourd'hui une déclaration comme les autres. Nous venons dresser un bilan. Un bilan lucide, un bilan exigeant, un bilan à la hauteur de ce que les personnels du Service de Santé des Armées ont enduré et accompli pendant toute cette mandature.

Pendant toute cette mandature, nous avons alerté. Pendant toute cette mandature, on nous a écoutés poliment. Trop souvent, on ne nous a pas entendus.
Séance après séance, FO Défense a porté les mêmes sujets, parce que sur le terrain, rien ou presque ne changeait : les conditions de travail dégradées, les parcours professionnels bloqués, la santé des personnels mise à l'épreuve.

C'est ce que nous écrivions déjà le 16 janvier 2026, lors de la FS-R reportée de décembre 2025, et ce que nous avons redit le 23 juin 2026 : FO Défense a attiré l'attention de cette instance sur plusieurs situations préoccupantes qui affectent directement les conditions de travail, les parcours professionnels et la santé des personnels du SSA.
Nous ne nous sommes pas trompés. Les faits nous ont donné raison.

Le bilan, c'est d'abord celui d'un SSA à deux vitesses.
Le 24 juin 2026, en CSA-R SSA, nous l'avons dit sans détour : le seul objectif affiché du Directeur Central, c'est de préparer ses équipes militaires pour un éventuel conflit. Et le personnel civil, alors ?
Voilà le cœur du bilan de cette mandature : on prépare la guerre, on oublie ceux qui font tourner le SSA en temps de paix comme en temps de crise.
Les personnels civils - aides-soignants, agents des services hospitaliers, infirmiers, techniciens, administratifs, ouvriers - sont la colonne vertébrale des Hôpitaux d'Instruction des Armées. Sans eux, pas de bloc, pas de service, pas de prise en charge.
Et pourtant, séance après séance, ils ont été les grands oubliés des arbitrages.

Le bilan, c'est celui des promesses non tenues. Trois dossiers résument à eux seuls cette mandature :

La prime de service : revalorisation trop timide.
En juin 2026, FO Défense dénonçait encore l'absence de revalorisation de la prime de service, gelée depuis 2020, et le fait que certains tableaux d'avancement 2026 peinaient à être publiés.
Six ans de gel puis une prévision d'augmentation minuscule. Six ans de perte de pouvoir d'achat. Comment parler de reconnaissance, d'attractivité, de fidélisation, quand on refuse de revaloriser ce qui existe déjà ?







Fédération Syndicaliste FO de la Défense, des Industries de l'Armement et des secteurs assimilés
46 rue des Petites Écuries • 75010 Paris • Tél. 01 42 46 00 05 • www.fodefense.com

Les avancements : l'opacité et les retards.
La parution des tableaux d'avancement 2025 et 2026 a été, séance après séance, une revendication de FO Défense. Un agent qui ne sait pas quand il avancera, c'est un agent qu'on décourage. C'est un agent qu'on pousse, parfois, vers la porte.

Les restructurations : décidées d'en haut, subies d'en bas.
Le cas de l'HRIA Legouest restera comme le symbole de cette mandature : le transfert du service des urgences vers le CHR Mercy, présenté lors d'un dialogue social extraordinaire, avec une mise en œuvre annoncée courant 2027.
FO Défense l'a dit : on ne transfère pas un service d'urgences comme on déplace une ligne sur un organigramme. Derrière, il y a des personnels, des métiers, des collectifs, des patients militaires et civils.

Le bilan, c'est aussi celui d'une organisation du travail imposée.
Le 23 juin 2026, cette instance a examiné le travail en 10 heures dans les blocs opératoires, organisation souhaitée par le DCSSA pour uniformiser les pratiques, notamment à l'HIA de Laveran, alors qu'aujourd'hui pas un bloc ne fonctionne de la même manière.
FO Défense le redit ici, solennellement : on n'uniformise pas par le haut, on ne décide pas des rythmes de travail sans les personnels concernés, et on ne traite pas la pénibilité comme une variable d'ajustement.
Les 10/12 heures, ce ne sont pas une simple organisation. C'est de la fatigue, c'est des risques, c'est de la vie de famille, c'est de la santé. Et en Formation Spécialisée, la santé au travail n'est pas une option : c'est notre raison d'être.

Alors, que retenir de cette mandature ?
Que FO Défense a été présente. À chaque séance. Sur chaque dossier. Avec les représentants que vous connaissez.
Que nous avons dit la vérité, même quand elle dérangeait.
Que nous avons défendu les personnels civils quand d'autres ne parlaient que d'effectifs militaires.
Que nous n'avons jamais confondu dialogue social et chambre d'enregistrement.

Ce que FO Défense exige pour la prochaine mandature ?
Cette dernière séance ne doit pas être une séance d'adieu. Elle doit être une séance d'engagements.
FO Défense exige :

- Une revalorisation décente de la prime de service : plus un mot, des actes ;
- La publication dans les délais de tous les tableaux d'avancement sans exception ;
- Un moratoire sur les restructurations imposées, à commencer par un bilan transparent et contradictoire du transfert des urgences de Legouest ;
- Aucune généralisation du 12 heures sans étude d'impact sur la santé, sans avis éclairé de cette instance, et sans l'accord des personnels concernés ;
- La reconnaissance réelle des personnels civils du SSA, fonctionnaires, ouvriers de l'Etat et contractuels, dans les effectifs, dans les parcours, dans les rémunérations - pas seulement dans les discours.

Monsieur le Président, nous quittons cette mandature la tête haute, mais le cœur lourd.
La tête haute parce que nous n'avons jamais lâché, le cœur lourd parce que trop de nos alertes sont restées sans réponse.
Aux personnels qui nous ont fait confiance : merci. Votre confiance nous oblige. Elle nous obligera encore demain.
FO Défense restera, dans la prochaine mandature comme dans celle-ci, là où elle a toujours été : du côté des personnels, sans compromission, sans renoncement.

Nous vous remercions de votre attention.

Paris, le 23 novembre 2026





